

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 19/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### REVIVAL

Route Lorguichon  
BP 5  
14540 Castine-en-Plaine

Références : 2024.408  
Code AIOT : 0005301094

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement REVIVAL implanté RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans la continuité de la visite du 6 juillet 2023, également dédiée à la thématique eau, au cours de laquelle il avait été demandé des actions concernant la qualité du rejet ainsi que des compléments d'information notamment en terme de suivi des rejets des substances dangereuses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE
- Code AIOT : 0005301094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010. Cet arrêté a été complété et modifié à plusieurs reprises et notamment par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2020, qui acte le classement Seveso seuil haut du site sous la rubrique ICPE n° 4510.

De nombreuses activités sont exercées sur le site, dont les principales sont :

- broyage de métaux ferreux, dont des véhicules hors d'usage dépollués et des D3E dépollués ;
- broyage de batteries automobiles au plomb ;
- traitement des résidus de broyage lourds et légers produits par des broyeurs de métaux non ferreux.

Cette visite a pour objectif de faire le point sur la réglementation applicable concernant les rejets aqueux et de cadrer l'évolution des actions initiées par l'exploitant.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émissions applicables // rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande d'action corrective	3 mois
2	RSDE	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 30	Demande d'action corrective	3 mois
3	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Compatibilité SDAGE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance rejet et qualité du milieu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Présence de tiers sur le site	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R122-5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer de la bonne finalisation de l'étude de compatibilité de la qualité du rejet vis-à-vis de l'acceptabilité du cours d'eau en tenant compte des remarques formulées par l'inspection et aboutir à la réalisation d'actions visant à améliorer la qualité du rejet dans les délais indiqués dans ce rapport.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émissions applicables // rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes:</p> <p>Arsenic et ses composés (en As) 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j  Cadmium et ses composés 25 µg/l  Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)  Cuivre et ses composés (en Cu) 0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j  Mercure et ses composés (en Hg) 25 µg/l  Nickel et ses composés 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j  Plomb et ses composés (en Pb) 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j  Zinc et ses composés (en Zn) 0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j  Fluor et composés (en F) (dont fluorures) 15 mg/l  Indice phénols 0,3 mg/l  Cyanures libres 0,1 mg/l  Hydrocarbures totaux 10 mg/l  Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) 25 µg/l (somme des 5 composés visés)  Benzo(a)pyrène 25 µg/l (somme des 5 composés visés)  Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène 25 µg/l (somme des 5 composés visés)  Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène 25 µg/l (somme des 5 composés visés)  Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) 1 mg/l</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis son rapport de bilan annuel portant sur l'année 2023 en amont de la visite. Les normes auxquelles il se réfère dans ce rapport pour les rejets aqueux sont celles de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2010 donnant notamment un seuil de 0,5 mg/l pour le paramètre plomb. Il ressort que des dépassement des seuils ont été identifiés pour les paramètres plomb, zinc, DCO et DBO5. Ces dépassements, et en particulier ceux concernant le plomb avaient été identifiés lors de la précédente visite portant sur la thématique eau réalisée en juillet 2023.</p> <p>Parallèlement l'exploitant a présenté dans le cadre du dossier de réexamen IED un récapitulatif des valeurs limites d'émissions fixées par les différents arrêtés applicables. L'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716, et cité ci-dessus, s'applique en particulier à ce site et mentionne une valeur seuil pour le plomb de 0,1 mg/l. L'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen souhaiter demander une dérogation à cet arrêté ministériel concernant le plomb, pour que lui soit applicable la valeur du BREF IED fixée à 0,3 mg/l (AM du 17.12.2019), en attendant le dépôt officiel de cette demande et une réponse du préfet, la norme la plus stricte s'applique soit celle de 0.1 mg/l or les rejets actuels présentent des concentrations en plomb la plupart du</p>

temps supérieures à 0,1 mg/l.

Selon le résultat de l'étude concernant la compatibilité milieu, la norme de rejet plomb est toutefois susceptible d'évoluer pour tenir compte des capacités d'accueil de la Laize.

L'exploitant a indiqué qu'il avait lancé une étude technico-économique afin d'étudier les différents scénarios de traitement, notamment du plomb, avant rejet au milieu. Le bon de commande de cette étude datant du 17/04/24 a été transmis à l'inspection suite à la visite, ce document témoigne de l'engagement de l'exploitant dans une démarche d'amélioration de la qualité de son rejet.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de soumettre à l'inspection sous 3 mois un échéancier de travaux visant à rétablir la conformité du rejet. En tout état de cause, des actions visant à améliorer la qualité du rejet devront être menées au plus tard dans le courant du premier semestre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 2 : RSDE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 30

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

Le rejet des eaux stockées dans le bassin tampon qui regroupe les eaux de ruissellement mentionnées à l'article 20 doit respecter des objectifs de qualité du milieu naturel lorsqu'ils sont définis et au minimum les valeurs du tableau qui concerne notamment les paramètres:

Cadmium et ses composés\* (en Cd), Nonylphénols \*, Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)\*, Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés\* (PFOS)

Quinoxylène\*, « Dioxines et composés de type dioxines\* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD », Aclonifène, Bifénox, Cybutryne, Cyperméthrine, Hexabromocyclododécane\* (HBCDD), Heptachlore\* et époxyde d'heptachlore\*, Polluants spécifiques de l'état écologique, arsenic et ses composés (en As), Toluène, Xylènes ( Somme o,m,p)

#### **Constats :**

Les éléments fournis par l'exploitant suite à la précédente visite montrent qu'une démarche concernant les rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) a été menée par le passé, or cette démarche a été réalisée avant les dernières modifications de l'arrêté ministériel. Il est donc nécessaire de compléter cette démarche en réalisant trois campagnes de recherche de ces polluants afin, d'une part, de pouvoir statuer sur la nécessité ou non de pérenniser la surveillance,

et d'autre part, de mettre en œuvre un plan de réduction de ces émissions si cela s'avère nécessaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de se conformer à la réglementation, de réaliser la première campagne sous 3 mois et d'intégrer le résultat de ces analyses dans les bilans annuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté [...] Rubriques 2791 et 3532: 9 mois
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas fourni les résultats de la campagne concernant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Il a indiqué que les laboratoires étaient difficiles à mobiliser compte-tenu de l'ensemble du grand nombre d'ICPE soumises à une obligation identique. Il a indiqué qu'une campagne de mesure devrait débuter en juin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de fournir sous 3 mois les résultats d'analyse de ces campagnes et d'en faire état dans le rapport annuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Compatibilité SDAGE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des rejets vis-à-vis de la Directive cadre sur l'eau 23/10/2000
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une analyse de l'état des masses d'eau superficielles du bassin et de l'origine potentielle des polluants identifiés a été menée dans le cadre des travaux du Sdage Seine Normandie. Comme indiqué lors de l'inspection précédente, il a été en particulier identifié un risque de non atteinte du bon état lié au paramètre plomb.</p> <p>L'exploitant a lancé la réalisation d'une étude afin de répondre à la compatibilité milieu. Cette étude était en cours au moment de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'étude devra bien prendre en compte l'impact sur la Laize en aval immédiat du point de rejet. De plus, la pertinence du choix de points de surveillance du milieu naturel devra être justifiée. L'étude finalisée est à transmettre à l'inspection sous 3 mois au plus tard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Surveillance rejet et qualité du milieu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux de surface</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :</p> <p>5 t/j de DCO ;</p> <p>20 kg/j d'hydrocarbures ;</p> <p>10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb, et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb) ;</p> <p>0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium et mercure, et leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg),</p> <p>l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants rejetés en quantité notable par son installation à une fréquence au moins mensuelle. Lorsque le dépassement des seuils ci-dessous résulte majoritairement du flux prélevé dans le milieu naturel, l'arrêté d'autorisation ou l'arrêté complémentaire peut fixer une fréquence</p>

<p>moindre.</p> <p>Pour les rejets de substances susceptibles de s'accumuler dans l'environnement, l'exploitant réalise ou fait réaliser au moins une fois par an des prélèvements et des mesures dans les sédiments, la flore et la faune aquatique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exutoire du canal de rejet situé à environ 5 km du site a pu être observé. Il se rejette sur un petit ruisseau qui conflue avec la Laize environ 200 m plus loin. Il pourra être admis de procéder lors de l'étude de compatibilité milieu, au calcul de dilution au niveau de la Laize, uniquement si l'exploitant justifie que l'impact sur les sédiments du ruisseau récepteur est surveillé, maîtrisé et acceptable.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir ces éléments justificatifs sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Présence de tiers sur le site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/01/2023, article R122-5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, impacts sanitaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire :</p> <p>5° Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :</p> <p>d) Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été suspecté la présence d'enfants sur le site. L'inspection a interrogé en séance l'exploitant à ce sujet. Ce dernier n'a pas fourni de réponse claire et précise. L'exploitant a informé l'inspection après la visite que le gardien et sa famille vivaient depuis plusieurs années dans une maison située au sein du périmètre du site à proximité de l'entrée nord. Elle était normalement destinée à être utilisée par les employés du site. Or, la présence de tiers sur un site SEVESO seuil haut, IED et présentant des enjeux sanitaires en raison de ses émissions canalisées et diffuses de métaux dont le plomb n'est pas acceptable à plusieurs points de vue: ces tiers représentent un risque pour la sécurité du site en termes de risques accidentels et réciproquement le site présente des risques pour leur sécurité; de plus, ces personnes ont été notamment exposées aux émissions du site industriel, en particulier aux poussières de métaux lourds (dont le plomb). L'inspection a relevé que cette présence n'avait pas été prise en compte dans l'évaluation quantitative des risques sanitaires du site et l'étude des dangers, toutes deux</p>



récemment actualisées. L'Inspection a informé l'agence régionale de santé (ARS) de cette situation anormale qui a saisi les services de santé compétents en matière de pathologie environnementale afin que les suites adaptées soient proposées à la famille par mesure de précaution.

Suite à la confirmation de la présence de tiers constituant une non-conformité majeure, l'inspection a immédiatement demandé à l'exploitant de faire cesser cette situation et de rechercher une solution de relogement de cette famille dans les plus brefs délais possibles. L'exploitant s'est rapidement mobilisé sur la problématique et la famille a ainsi déménagé moins d'un mois après la visite d'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de confirmer que plus aucun tiers ne réside sur le site sous 15jours.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 2mois maximum l'ensemble des résultats des prélèvements de sol réalisés au niveau du jardin attenant à la maison et de poussières à l'intérieur de la maison par un prestataire compétent et indépendant à la demande de l'inspection. Ces résultats seront communiqués par l'inspection à l'ARS à toutes fins utiles.

L'Inspection informe l'exploitant que le rapport de cette visite d'inspection et ses suites seront transmis à l'ARS, déjà informée de l'évolution de la situation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois